

REPUBLIQUE DU NIGER

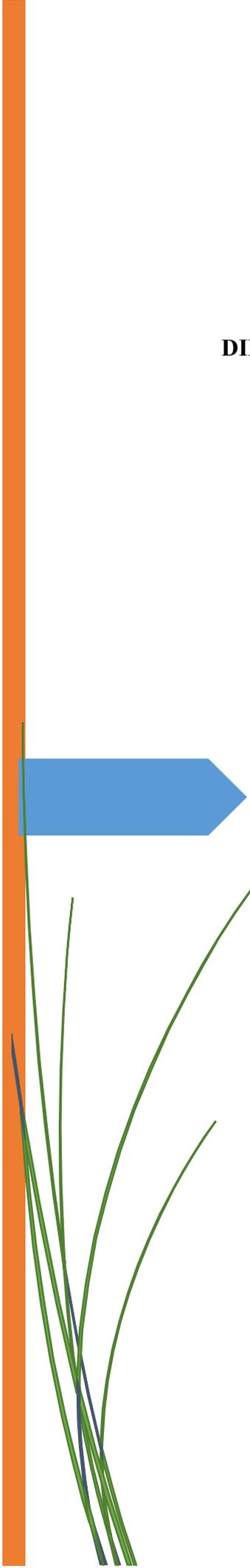


**MINISTRE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DU BUDGET
DIRECTION DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DU BUDGET
DIVISION ETUDES SYNTHESE ET COORDINATION**



**RAPPORT D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE
L'ETAT A FIN SEPTEMBRE 2018**

VERSION PROVISOIRE



NOVEMBRE 2018

Table des matières

INTRODUCTION.....	1
PARTIE A : SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET POUR LE TROISIEME TRIMESTRE 2018	2
I. REALISATION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT... 2	
I.1 Les ressources extérieures.....	2
I.1.1 - Les Dons et legs	3
I.1.2 - Les emprunts.....	3
I.2 – Les ressources internes.....	3
I.2.1. Vente des produits et services.....	5
I.2.2-Les recettes fiscales :.....	5
I.2.3 - Les recettes non fiscales.....	7
I.2.4 - Les recettes exceptionnelles.....	8
I.2.5 Les produits financiers.....	8
II. EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT..... 8	
2.1 Amortissement et charges de la dette publique.....	9
2.2 Dépenses de personnel.....	10
2.3 Dépenses d'achats de biens et services.....	10
2.4 Subventions et transferts courants.....	11
2.5 Dépenses d'investissements de l'Etat.....	11
2.5.1 Les investissements sur ressources propres de l'Etat.....	11
2.5.2 Les investissements sur financements extérieurs.....	12
PARTIE B : SITUATION CUMULEE A FIN SEPTEMBRE 2018..... 13	
I. Réalisation des ressources du budget général de l'Etat.....	13
1.1 Les ressources extérieures.....	13
1.2 Les ressources internes.....	14
II. Exécution des dépenses du budget général de l'Etat.....	14
2.1 Amortissement et charges de la dette publique.....	15
2.2 Dépenses de personnel.....	15
2.3 Dépenses d'achats de biens et services.....	15
2.4 Subventions et transferts courants.....	15
2.5 Dépenses d'investissements de l'Etat.....	15
CONCLUSION.....	16

Liste des graphiques :

<i>Figure 1 : Taux d'exécution des recettes internes du budget de l'Etat au troisième trimestre 2018, par grandes natures de recettes</i>	<i>4</i>
<i>Figure 2: Taux d'exécution des programmes par catégorie des dépenses du budget de l'Etat au cours du 3ème trimestre 2018.....</i>	<i>8</i>

Liste des tableaux :

<i>Tableau 1: Répartition par grandes masses des prévisions de recettes et de dépenses du budget général de l'Etat 2018 (en milliards de francs CFA).</i>	<i>1</i>
<i>Tableau 2: exécution des recettes du budget général de l'Etat par article.</i>	<i>2</i>
<i>Tableau 3: exécution des recettes internes du budget général de l'Etat par grandes natures.</i>	<i>4</i>
<i>Tableau 4: exécution par titre des dépenses du budget général de l'Etat (en milliards de F CFA)..</i> Erreur ! Signet non défini.	
<i>Tableau 5: Situation de réalisation des recettes à fin septembre 2018.....</i>	<i>13</i>
<i>Tableau 6: Situation d'exécution des dépenses à fin septembre 2018.....</i>	<i>16</i>

INTRODUCTION

Ce rapport présente l'exécution provisoire du budget général de l'Etat pour le troisième trimestre 2018. Il comprend deux parties :

- la situation d'exécution du budget général pour le troisième trimestre 2018 ;
- la situation cumulée d'exécution du budget général de l'Etat à fin septembre 2018.

La Loi n° 2017-82 du 28 Novembre 2017, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2018, a connu une première rectification ayant fait passer le budget général de l'Etat de **1 900,86 milliards** à **1 971,97 milliards** FCFA, soit une augmentation de **71,11 milliards**, correspondant à **3,74%** en valeur relative. Equilibré en recettes et en dépenses, le budget rectifié est réparti par grandes masses dans le tableau suivant :

Tableau 1: Répartition par grandes masses des prévisions de recettes et de dépenses du budget général de l'Etat 2018 (en milliards de francs CFA).

Article /Titre	LIBELLE	Montant LFR1 2018
1- RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT		
12	Dons et legs	432,76
14	Obligations du Trésor	150,00
15	Tirages sur emprunts projets	210,27
16	Emprunts programmes	91,40
70	Vente des produits et services	5,36
71	Recettes fiscales	983,38
72	Recettes non fiscales	25,69
75	Recettes exceptionnelles	72,11
77	Produits Financiers	1,00
	TOTAL GENERAL	1 971,97
2 - DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT		
I	Dette publique	250,61
II	Dépenses de personnel	276,43
III	Achat de biens et services	138,28
IV	Subventions et autres transferts publics	252,89
V	Investissements exécutés par l'Etat	1 053,76
	Projets financements ANR	334,57
	Projets financements emprunts	210,27
	Financement trésor	508,92
	TOTAL GENERAL	1 971,97

PARTIE A : SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET POUR LE TROISIEME TRIMESTRE 2018

I. REALISATION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT

Au cours du troisième trimestre 2018, les recettes du budget général de l'Etat ont été réalisées à hauteur de **427,96 milliards** pour des prévisions annuelles de **1971,97 milliards**, soit un taux de réalisation de **21,70%**.

Comparé à la même période en 2017, le niveau de réalisation des recettes du budget général a connu une hausse de **14,20 milliards**, soit **3,43%**.

Le tableau ci-dessous présente le niveau de réalisation desdites recettes, par grandes masses.

Tableau 2: exécution des recettes du budget général de l'Etat par article.

Article	Nature de la recette	Prévisions LFR 2018 (en milliards de FCFA)	Réalisations 3ème trimestre (en milliards de FCFA)	Taux de réalisation
1- Ressources extérieures				
12	Dons et legs	432,76	34,14	7,89%
	dont: Aides projets	334,57	14,45	4,32%
	Aides budgétaires	98,19	19,69	20,05%
14	Obligations du Trésor	150,00	55,61	37,07%
15	Tirages sur emprunts projets	210,27	27,98	13,30%
16	Emprunts programmes	91,40	13,78	15,07%
	Total ressources extérieures	884,43	131,49	14,87%
2 - Ressources internes				
70	Vente de produits et services	5,36	1,16	21,66%
71	Recettes fiscales	983,38	266,16	27,07%
72	Recettes non fiscales	25,69	4,20	16,34%
75	Recettes exceptionnelles	72,11	24,91	34,54%
77	Produits financiers	1,00	0,04	3,75%
	Total ressources internes	1 087,55	296,46	27,26%
	TOTAL GENERAL	1 971,97	389,11	21,70%

I.1 Les ressources extérieures

Au cours du troisième 2018, les ressources extérieures s'élèvent à **131,49 milliards** de FCFA sur les prévisions budgétaires annuelles de **884,43 milliards**, soit un taux de réalisation de **14,87%** représentant **30,72%** du montant total recouvré.

Comparé à la même période en 2017, le niveau de mobilisation des ressources extérieures a connu une baisse de **54,79 milliards**, soit **29,41%** liée essentiellement aux faibles décaissements des emprunts et aides projets ainsi que le décaissement des aides non remboursables.

I.1.1 - Les Dons et legs

Les dons et legs sont composés des aides projets, des aides budgétaires et des autres dons et legs.

- **Les aides projets** décaissées s'élèvent à **14,45 milliards** pour des prévisions annuelles de **334,57 milliards**, soit un taux de réalisation de **4,32%**. Ce faible niveau est lié à l'indisponibilité de certaines données d'exécution, les opérations d'intégration sont en cours.
- **Les aides budgétaires**, avec un montant prévisionnel de **98,19 milliards** ont connu une mobilisation de **19,69 milliards** soit **20,05%**.

I.1.2 - Les emprunts

Les emprunts comprennent les obligations du trésor, les tirages sur emprunts projets et les emprunts programmes.

- **Les obligations du trésor** et **les tirages sur emprunts projets**, prévus pour des montants respectifs de **150** et **210,27 milliards**, sont respectivement réalisés à hauteur de **55,61 milliards** et **27,97 milliards** de FCFA, soit **37,07%** et **13,30%** au cours du troisième trimestre 2018.
- **Les tirages sur emprunts programmes** ont été mobilisés à hauteur de **13,78 milliards** de FCFA pour une prévision annuelle de **91,40 milliards**, soit un taux de réalisation de **15,07%**.

I.2 – Les ressources internes

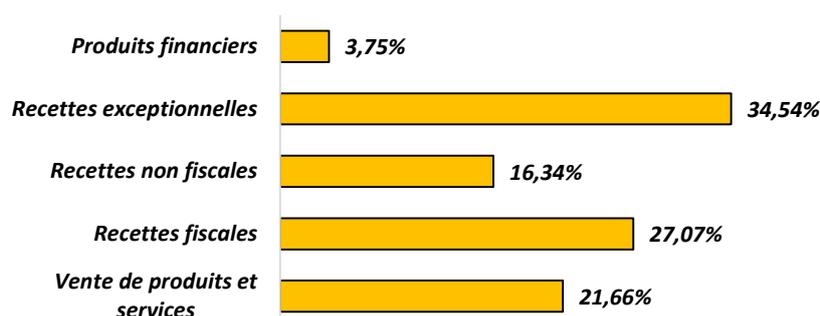
Les ressources internes du budget de l'Etat sont constituées des recettes fiscales, des recettes non fiscales, des recettes exceptionnelles, des produits financiers et des ventes de produits et services.

Au cours du troisième trimestre 2018, le montant total des recouvrements des ressources internes a atteint **296,46 milliards** sur des prévisions de **1 087,55 milliards**, soit un taux de réalisation de **27,26%**, représentant **69,27%** des

recettes totales réalisées. Comparé à la même période en 2017, le niveau de réalisation des recettes internes a connu une hausse de **68,99 milliards**, soit **30,33%**.

Le graphique ci-dessous montre les taux de mobilisation des principales catégories de recettes internes.

Figure 1 : Taux d'exécution des recettes internes du budget de l'Etat au troisième trimestre 2018, par grandes natures de recettes



L'analyse des taux d'exécution des recettes internes laisse apparaître une évolution relativement favorable au recouvrement des recettes exceptionnelles ; fiscales et des ventes de produits et services par rapport aux trimestres antérieurs. Par contre il faut noter qu'un faible taux de recouvrement des produits financiers est enregistré au cours de ce trimestre. Le tableau qui suit donne le niveau de réalisation des recettes internes par grandes catégories.

Tableau 3: exécution des recettes internes du budget général de l'Etat par grandes natures.

PARAG.	IMPUTATION	Prévisions LFR 2018 (en milliards de FCFA)	Réalisation	Taux
70-ventes de produits et services				
701	Ventes de produits	0,03	0,00	0,00%
702	Ventes de prestations de services	5,34	1,16	21,71%
	Total 70	5,36	1,16	21,66%
71 - Recettes fiscales				
711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	145,46	30,46	20,94%

712	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	57,58	12,40	21,54%
713	Impôts sur le patrimoine	22,42	12,17	54,27%
714	Autres impôts directs	4,05	0,74	18,23%
715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	334,73	93,19	27,84%
716	Droits de timbre et d'enregistrement	53,51	15,36	28,70%
717	Droits et taxes à l'importation	250,64	76,57	30,55%
718	Droits et taxes à l'exportation	48,80	11,18	22,91%
719	Autres recettes fiscales	66,20	14,10	21,29%
	Total 71	983,38	266,16	27,07%
72 - Recettes non fiscales				
721	Revenus de l'entreprise et du domaine	12,86	1,34	10,42%
722	Droits et frais administratifs	6,29	0,58	9,17%
723	Amendes et condamnations pécuniaires	5,96	2,22	37,28%
729	Autres recettes non fiscales	0,58	0,06	10,42%
	Total 72	25,69	4,20	16,34%
75 - Recettes exceptionnelles				
751	Remises et annulations de dette	8,76	0,00	0,00%
759	Autres recettes exceptionnelles	63,35	24,91	39,31%
	Total 75	72,11	24,91	34,54%
77-PRODUITS FINANCIERS				
772	Intérêts sur les dépôts à terme	1,00	0,04	3,75%
	Total 77	1,00	0,04	3,75%
	TOTAL DES RESSOURCES INTERNES	1 087,55	296,46	27,26%

I.2.1. Vente des produits et services

Les ventes des produits et services comprennent les recettes portuaires, les régies de prestations MCCE, les recettes du journal officiel, des centres de santé de la reproduction, des vaccinations internationales et de la publicité foncière. Au cours du troisième 2018, le montant total réalisé a atteint **1,16 milliard** pour une prévision annuelle de **5,36 milliards**, soit un taux de réalisation de **21,66%**.

I.2.2-Les recettes fiscales :

Les recettes fiscales sont les revenus provenant des impôts et des taxes prélevés par l'Etat sur le tissu économique.

Au cours de troisième trimestre 2018, le montant total réalisé a atteint **266,16 milliards** pour des prévisions annuelles de **983,38 milliards**, soit un taux de réalisation de **27,07%**. Ce montant représente **89,78%** du montant total des recettes internes recouvrées.

Le recouvrement de ces recettes a été assuré par :

- ✓ la Direction Générale des Douanes (DGD) pour **89,87 milliards**, dont **45,47 milliards** d'exonération, sur des prévisions annuelles de **311,58 milliards**, soit **28,84%**.
- ✓ la Direction Générale des Impôts (DGI) pour **176,28 milliards** dont 38,85 milliards d'exonération, sur des prévisions annuelles de **671,79 milliards**, soit **26,24%**.
- **Au niveau de la DGI**, le niveau de mobilisation des recettes fiscales s'explique principalement par :
 - ✓ la bonne tenue de l'impôt sur les traitements et salaires;
 - ✓ les bons résultats obtenus au niveau des revenus de l'entreprise et du domaine imputables à la bonne tenue de la publicité foncière, de la retenue pour logement et des concessions provisoires ;
 - ✓ les contreperformances de la taxe immobilière et de la taxe spéciale sur la plus-value immobilière ;
 - ✓ la plus-value des impôts et taxes intérieures sur biens et services liée essentiellement à la TVA, la redevance superficielle, la taxe sur les abonnements audiovisuels, l'impôt synthétique et les autres droits d'accises ;
 - ✓ la contreperformance des droits de timbre et d'enregistrement ;
 - ✓ la moins-value des autres recettes fiscales en liaison avec le faible niveau de recouvrement des prélèvements pour compte des collectivités.
- **Au niveau de la DGD**, le niveau de mobilisation des recettes s'explique essentiellement par:
 - ✓ la bonne performance des droits et taxes à l'importation notamment la TVA avec une plus-value de 9,43 milliards de FCFA en lien avec l'importation d'un volume assez important de matériel rentrant dans le cadre de la sécurité, et celle des cash du fait de la hausse des mises à la consommation suite à la mise en œuvre des réformes douanières (application de la valeur transactionnelle, lutte contre la fraude, incitation à la culture du résultat par le suivi hebdomadaire des recettes au plus haut niveau) ;

- ✓ du droit de douane (DD) avec une plus-value de 5,53 milliards de FCFA ;
- ✓ de la plus-value enregistrée au niveau des exonérations douanières induite par l'importation d'un volume important de matériels et équipements rentrant dans le cadre de la sécurité ainsi que celles relatives aux conventions et protocoles internationaux. En effet, les exonérations au titre de la sécurité représentent 60,98% du total à fin septembre 2018, et celles au titre des conventions et protocoles internationaux 15,84% du total. Les exonérations au titre des codes des investissements, pétrolier et minier, qui constituent un baromètre de l'activité économique n'ont représenté que 9,70% du total du trimestre dont 4,59% pour le code des investissements, 4,55% pour le code minier et 0,55% pour le code pétrolier;
- ✓ Le niveau de réalisation des recettes d'ordres de paiement (OP) s'explique par la légère reprise des travaux financés sur fonds extérieurs et surtout la régularité de déclarations d'importation d'électricité par la NIGELEC ;

La performance du trimestre a été toutefois atténuée par des moins-values accusées par certains taxes et droits. Il s'agit notamment de :

- ✓ la Taxe sur les Produits Pétroliers (TPP) avec un gap de 47,31 millions de FCFA du fait de la faiblesse des importations des produits pétroliers ;
- ✓ la TSR avec une moins-value 137,21 millions FCFA en lien avec le ralentissement du trafic à la réexportation suite à la rupture du pont de Malanville durant trois (03) semaines ;
- ✓ la RSE avec un déficit de 1,81 milliard de FCFA résultant principalement du ralentissement des activités des sociétés minières (COMINAK et SOMAIR).

Comparé à la même période en 2017, le niveau de réalisation des recettes fiscales a connu une hausse de **52,28 milliards**, soit **24,44%**.

I.2.3 - Les recettes non fiscales

Elles sont constituées essentiellement des produits divers recouverts par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) et la DGI. Le montant total recouvert au troisième trimestre 2018 s'élève à **4,20**

milliards pour des prévisions annuelles de **25,69 milliards**, soit un taux de réalisation de **16,34%**. Ce montant est composé de **2,40 milliards** recouvré par la DGI et de **1,80 milliards** recouvré par la DGTCP.

Comparé à la même période en 2017, le niveau de réalisation des recettes non fiscales a connu une baisse de **3,97 milliards**, soit une régression de **48,60%**.

I.2.4 - Les recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles sont des recettes à caractère non permanent, recouvrées par la DGTCP et la DGI. Elles ont connu un niveau de réalisation de **34,54%**, représentant **24,91 milliards** pour des prévisions annuelles de **72,11 milliards**. Cette performance est essentiellement imputable à un bonus de signature de **22,80 milliards** de FCFA enregistré par la DGTCP.

Comparé à la même période en 2017, le niveau des recettes exceptionnelles a connu une hausse de **19,49 milliards**, soit une augmentation de **359,53%**.

I.2.5 Les produits financiers

Les produits financiers sont composés des intérêts sur les dépôts à terme. Au troisième trimestre 2018, les produits financiers ont connu une réalisation de **0,04 milliard** pour des prévisions annuelles d'un (1) **milliard**, soit **3,75%**. Cette contreperformance s'explique par le non encaissement de certains produits financiers saisonniers.

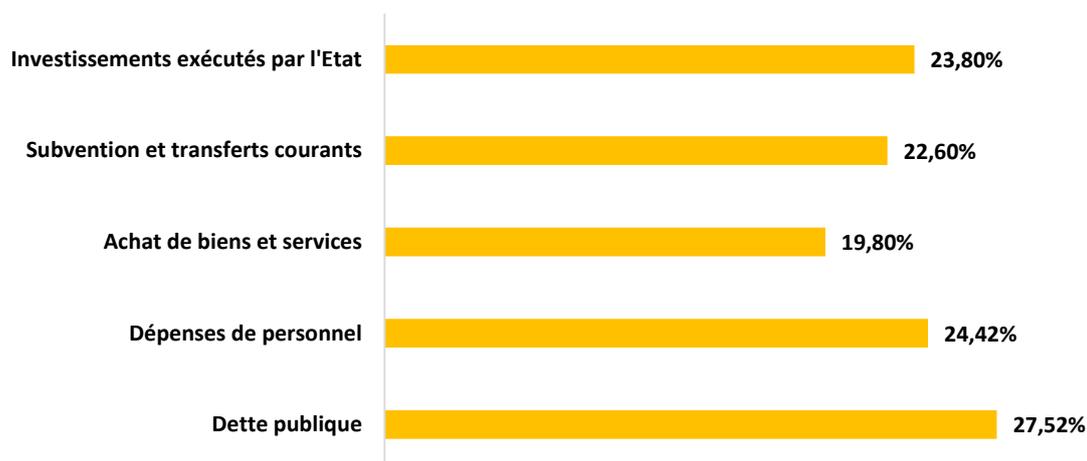
II. EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT

Au cours du troisième trimestre 2018, les dépenses du budget général de l'Etat ont été exécutées à hauteur de **471,84 milliards** pour des prévisions annuelles de **1 971,97 milliards**, soit un taux d'exécution de **23,93%**. Comparativement aux crédits libérés ce taux est de **99,99%**.

Comparé à la même période en 2017, le niveau de consommation des crédits votés a connu une hausse de **95,15 milliards**, soit **25,26%**.

Le graphique ci-dessous montre le taux d'exécution des dépenses selon les programmes et les catégories au cours du 3^{ème} trimestre 2018.

Figure 2: Taux d'exécution des programmes par catégorie des dépenses du budget de l'Etat au cours du 3^{ème} trimestre 2018



Il ressort du graphique 2 ci-dessus que les dépenses de la catégorie 1 (27,52%) et celles relatives à la catégorie 2 (24,42%) ont enregistré des taux d'exécution supérieurs au taux global d'exécution des dépenses qui s'établit à **23,93%**.

Le tableau qui suit donne l'exécution des dépenses par catégorie en milliards de F CFA.

Tableau 4: exécution par catégorie des dépenses du budget général de l'Etat (en milliards de F CFA)

Libellé	Crédits Votés LFR 2018	Crédits Libérés	Crédits Consommés	Taux // Cdts Votés	Taux // Cdts libérés
Dette publique	250,62	63,01	68,96	27,52%	109,45%
Dépenses de personnel	276,43	52,59	67,51	24,42%	128,38%
Achat de biens et services	138,44	27,96	27,41	19,80%	98,04%
Subvention et transferts courants	253,06	49,54	57,19	22,60%	115,44%
Investissements exécutés par l'Etat	1 053,42	278,79	250,77	23,80%	89,95%
Projets financements ANR	334,57	14,45	14,45	4,32%	99,99%
Projets financements emprunts	210,27	27,98	27,98	13,31%	100,00%
Financement trésor	508,58	236,36	208,34	40,97%	88,15%
TOTAL BUDGET	1971,97	471,88	471,84	23,93%	99,99%

Les développements qui suivent commentent l'exécution, par programme et par catégorie des dépenses du budget général de l'Etat au troisième trimestre 2018.

2.1 Amortissement et charges de la dette publique

Les dépenses relatives à la dette sont constituées de la dette intérieure et de la dette extérieure. On note un niveau global d'exécution de **27,52%**. En effet, sur des prévisions annuelles de **250,62 milliards**, il a été exécuté un montant de **68,96 milliards**, constitué essentiellement de ressources PPTE. Il faut signaler que le paiement de la dette extérieure est fonction des échéances prévues et s'opère dans certains de cas par débit d'office au niveau de la BCEAO. Par rapport aux crédits libérés, le taux d'exécution de la dette publique est de **109,45%**.

Comparé à la même période en 2017, le niveau du remboursement du principal et des intérêts de la dette publique a connu une hausse de **38,98 milliards**, soit **130,03%**.

2.2 Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel sont composées des salaires civils et militaires ainsi que de leurs accessoires. Au cours du troisième trimestre 2018, le niveau d'exécution de cette catégorie de dépenses a atteint **24,42%**, correspondant à **67,51 milliards** sur des prévisions annuelles de **276,43 milliards**.

Comparé à la même période en 2017, le niveau d'exécution des dépenses du personnel a connu une baisse de **2,64 milliards**, soit une régression de **3,76%**.

2.3 Dépenses d'achats de biens et services

Cette catégorie de dépenses relève du fonctionnement courant de l'administration. Elle comprend principalement les fournitures et consommables, les dépenses d'entretien et de maintenance, les déplacements ainsi que les prestations de services (assurances, téléphone, électricité, transports, loyers ...).

Dans l'ensemble, le niveau d'exécution a atteint **27,41 milliards** pour des prévisions annuelles de **138,44 milliards**, soit un taux d'exécution de **19,80%**. Comparativement aux crédits libérés, le taux d'exécution est de **98,04%**.

Comparé à la même période en 2017, le niveau d'exécution des dépenses d'achat des biens et services a connu une hausse de **6,97 milliards**, soit **34,10%**.

2.4 Subventions et transferts courants

Ce poste de dépenses comprend essentiellement les subventions accordées aux établissements publics à caractère administratif, les transferts au profit des ménages et de certaines administrations publiques (pécules et bourses notamment), les contributions aux organisations internationales, la formation des personnels de l'Etat, les évacuations sanitaires, la gratuité des soins ...

Le montant total des dépenses exécutées s'élève à **57,19 milliards** sur un montant prévisionnel de **253,06 milliards**, soit un taux d'exécution de **22,60%**. Par rapport aux crédits libérés ce taux est de **115,44%**.

Comparé à la même période en 2017, le niveau d'exécution des subventions et transferts courants a connu une hausse de **10,52 milliards**, soit **22,54%**.

2.5 Dépenses d'investissements de l'Etat

Les investissements de l'Etat sont constitués de l'équipement des administrations (matériels et mobiliers) et des projets et programmes. Au troisième trimestre 2018, le montant total réalisé a atteint **250,77 milliards** sur des prévisions annuelles de **1 053,42 milliards**, soit un taux d'exécution de **23,80%**, incluant les dépenses fiscales au titre de la DGD et de la DGI. Comparativement aux crédits libérés, ce taux est de **89,95%**.

Comparé à la même période en 2017, le niveau d'exécution des dépenses d'investissement a connu une hausse de **41,39 milliards**, soit **19,77%**.

Les investissements de l'Etat sont financés soit sur ressources propres, soit sur ressources extérieures (ANR et Emprunts).

2.5.1 Les investissements sur ressources propres de l'Etat

Les investissements sur financement propre de l'Etat ont connu un niveau de consommation total de **208,34 milliards** sur des prévisions annuelles de **508,58 milliards**, soit un taux d'exécution de **40,97%**. Ce montant incorpore

les dépenses d'exonération d'un montant de **45,47 milliards** au titre de la DGD et de **38,85 milliards** au titre de la DGI.

2.5.2 Les investissements sur financements extérieurs

Pour ce qui est des dépenses sur financements extérieurs, le niveau d'exécution est de **4,32%** pour les ANR et **13,31%** pour les emprunts soit des montants respectifs de **14,45 milliards** et **27,98 milliards**. Ces taux d'exécution constatés représentent le niveau de collecte des données sur les décaissements effectués au titre des projets et programmes sur financement extérieur et qui seront certainement améliorés dans la situation consolidée.

PARTIE B : SITUATION CUMULEE A FIN SEPTEMBRE 2018

Cette partie présente la situation cumulée d'exécution du budget au cours du premier semestre 2018.

I. Réalisation des ressources du budget général de l'Etat

Sur une prévision annuelle de **1971,97 milliards** de FCFA, les réalisations cumulées des ressources du budget général de l'Etat à fin septembre 2018 s'élèvent à **1131,67 milliards**, soit un taux de **55,42%**.

Tableau 5: Situation de réalisation des recettes à fin septembre 2018

Article	Nature de la recette	Prévisions LFR 2018 (en milliards de FCFA)	Réalisations à fin septembre 2018 (milliards de FCFA)	Taux de réalisation
1- Ressources extérieures				
12	Dons et legs	432,76	142,45	32,92%
	dont: Aides projets	334,57	115,79	34,61%
	Aides budgétaires	98,19	26,66	27,15%
14	Obligations du Trésor	150,00	67,55	45,03%
15	Tirages sur emprunts projets	210,27	77,57	36,89%
16	Emprunts programmes	91,40	24,88	27,22%
	Total ressources extérieures	884,43	312,44	35,33%
2 - Ressources internes				
70	Vente de produits et services	5,36	3,63	67,63%
71	Recettes fiscales	983,38	751,76	76,45%
72	Recettes non fiscales	25,69	18,78	73,10%
75	Recettes exceptionnelles	72,11	44,93	62,30%
77	Produits financiers	1,00	0,12	12,31%
	Total ressources internes	1 087,54	819,21	75,33%
	TOTAL GENERAL	1 971,97	1131,67	55,42%

1.1 Les ressources extérieures

Prévues pour un montant global de **884,43 milliards** de FCFA, les ressources extérieures réalisées au 30 septembre 2018 s'élèvent à **312,44 milliards**, soit un taux de **35,33%**.

Les ressources extérieures se décomposent comme suit :

- ✓ Les Dons et legs : les réalisations cumulées des dons et legs à fin septembre 2018 s'élèvent à **142,45 milliards**, soit un taux de **32,92%** ;
- ✓ Les obligations du Trésor ont été mobilisées à hauteur de **67,55 milliards**, soit un taux de **7,96%** ;

- ✓ Les emprunts projets qui ressortent à **77,57 milliards**, soit un taux de **36,89%** ;
- ✓ Les emprunts programmes qui connaissent un niveau de réalisation de **24,88 milliards** soit **27,22%**.

1.2 Les ressources internes

Les réalisations cumulées des recettes internes du budget de l'Etat au 30 septembre 2018 s'élèvent à **819,21 milliards**, soit un taux de **75,53%**.

✓ **Les recettes fiscales**

Les réalisations cumulées des recettes fiscales à fin septembre 2018 s'élèvent à **751,76 milliards**, pour des prévisions annuelles de **983,36 milliards** soit un taux de **76,45%**.

✓ **Les recettes non fiscales**

Les réalisations cumulées des recettes non fiscales à fin septembre 2018 s'élèvent à **18,78 milliards**, soit un taux de réalisation de **73,10%**.

✓ **Les recettes exceptionnelles**

Les réalisations cumulées des recettes exceptionnelles à fin septembre 2018 s'élèvent à **44,93 milliards**, soit un taux de réalisation **62,30%**.

✓ **La vente de produits et services**

La vente de produits et services a atteint **3,63 milliards** de FCFA à fin septembre 2018 sur les **5,36 milliards** de FCFA prévus, soit un taux de réalisation de **67,69%**.

✓ **Produits financiers**

A fin septembre 2018, les produits financiers sont mobilisés à hauteur de **0,12 milliard** de FCFA sur une prévision annuelle d'un (1) milliard de FCFA, soit un taux de recouvrement de **12,31%**.

II. Exécution des dépenses du budget général de l'Etat

L'analyse de la situation d'exécution des dépenses budgétaires à fin septembre 2018, porte essentiellement sur les amortissements et charges de la dette publique, les subventions et transferts, les dépenses des biens et services et les dépenses d'investissements.

Sur les **1 971,97 milliards** de FCFA de prévisions établies dans la Loi de Finances rectificative, les dépenses totales de l'Etat sont évaluées à **1 031,10 milliards** de FCFA à fin septembre 2018, avec un taux d'exécution de **52,29%**.

2.1 Amortissement et charges de la dette publique

Prévu pour un montant de **250,62 milliards** de FCFA, le service de la dette publique a connu une réalisation de l'ordre de **174,23 milliards** de FCFA à fin septembre 2018, soit un taux d'exécution de **69,52%**.

2.2 Dépenses de personnel

A fin septembre 2018, ces dépenses sont exécutées à hauteur de **203,42 milliards** de FCFA pour une prévision annuelle de **276,43 milliards** de FCFA, soit un taux d'exécution **73,59%**.

2.3 Dépenses d'achats de biens et services

Les réalisations cumulées des dépenses d'achats de biens et services à fin septembre 2018 s'élèvent à **61,02 milliards** de FCFA sur une prévision annuelle de **138,44 milliards** de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de **44,07%**.

2.4 Subventions et transferts courants

Pour une prévision de **253,06 milliards** de FCFA, les réalisations cumulées des dépenses de transferts et subventions ont atteint au 30 septembre 2018 un montant de **121,37 milliards** de FCFA, représentant ainsi un taux d'exécution de **47,96%**.

2.5 Dépenses d'investissements de l'Etat

Les réalisations cumulées des dépenses d'investissements de l'Etat à fin septembre 2018 s'élèvent à **471,06 milliards**, soit un taux de **44,72%**.

- ✓ A la date du 30 septembre 2018, les dépenses d'investissements sur ressources intérieures sont exécutées à hauteur de **277,71 milliards** de FCFA pour une prévision annuelle de **508,58 milliards** de FCFA, ce qui correspond à un taux d'exécution de **54,60%**.
- ✓ Quant aux investissements sur financements extérieurs, les décaissements se chiffrent à **193,36 milliards** de FCFA pour une prévision de **544,84 milliards** FCFA, soit un taux d'exécution de **35,48%**. Ils se répartissent

comme suit: **115,79 milliards** de FCFA pour les projets sur financement ANR et **77,57 milliards** de FCFA pour les emprunts/projets.

La situation des dépenses du budget général de l'Etat est présentée dans le tableau récapitulatif ci-après :

Tableau 6: Situation d'exécution des dépenses à fin septembre 2018

catég	Libellé	Crédits votés	Crédits libérés	Crédits Consommés	Taux // Cdts Votés	Taux // Cdts libérés
1	Dettes publiques	250,62	189,64	174,23	69,52%	91,88%
2	Dépenses de personnel	276,43	162,13	203,42	73,59%	125,47%
3	Achat de biens et services	138,44	73,80	61,02	44,07%	82,68%
4	Subvention et transferts courants	253,06	136,92	121,37	47,96%	88,64%
5	Investissements exécutés par l'Etat	1 053,42	523,78	471,06	44,72%	89,94%
	Projets financements ANR	334,57	115,79	115,79	34,61%	100,00%
	Projets financements emprunts	210,27	77,57	77,57	36,89%	100,00%
	Financement trésor	508,58	330,42	277,71	54,60%	84,05%
	TOTAL BUDGET	1971,97	1086,26	1031,10	52,29%	94,92%

CONCLUSION

Au cours du troisième trimestre 2018, le taux de réalisation global des recettes ressort à **21,70%**, avec **27,26%** au titre des recettes internes. Ce taux de réalisation s'explique par le faible niveau de mobilisation des ressources externes qui ont enregistré un taux d'exécution de **14,87%**.

L'examen des réalisations des dépenses fait apparaître un taux d'exécution de **52,29%**. Par rapport aux crédits libérés, le taux s'établit à **94,92%**.

Les remboursements du principal et des intérêts de la dette publique ont connu un niveau d'exécution appréciable (**27,52%**), suivi des dépenses des du personnel (**24,42%**) et des dépenses d'investissement exécutés par l'Etat (**23,80%**).

LE DIRECTEUR GENERAL DU BUDGET

Mr MAYATA HAMZA

ANNEXE

Situation de l'exécution budgétaire

Tous types de financements

Période du 01/01/2018 au 30/09/2018

Hors CST

Programme	Intitulé du programme	Cat.	Crédits votés	Crédits libérés	Consommés
801	DOTATION-ASSEMBLEE NATIONALE	4	18 340 000 000	10 270 400 000	10 270 400 000
Total 801			18 340 000 000	10 270 400 000	10 270 400 000
802	DOTATION-CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION	2	268 537 922	199 500 895	98 199 763
802		3	110 945 381	42 049 247	42 049 247
802		4	205 767 531	88 480 038	85 480 038
802		5	6 539 434	2 484 985	2 484 985
Total 802			591 790 268	332 515 165	228 214 033
100	Pilotage et administration du Cabinet du Premier Ministre	2	1 281 353 427	315 798 522	286 130 733
100		3	1 638 912 306	918 207 813	561 558 574
100		4	960 000 000	880 000 000	872 000 000

100		5	245 148 076	70 570 813	19 995 926
Total 100			4 125 413 809	2 184 577 148	1 739 685 233
102	Appui à la mise en oeuvre, à la coordination et au suivi-évaluation de l'action gouvernementale	2	238 279 601	58 726 558	0
102		3	464 809 619	139 727 404	81 872 126
102		4	644 343 422	269 954 129	199 294 942
102		5	900 086 762	103 174 403	8 535 233
Total 102			2 247 519 404	571 582 494	289 702 301
103	Appui à la mise en oeuvre des programmes sectoriels	3	721 675 734	359 489 168	111 583 783
103		4	1 978 231 922	1 248 224 701	1 172 152 238
103		5	20 758 954 698	891 570 671	885 204 080
Total 103			23 458 862 354	2 499 284 540	2 168 940 101
104	Coordination des services de la présidence et suivi de l'action gouvernementale	2	4 486 447 546	2 057 853 570	1 150 724 715
104		3	9 251 130 872	5 810 039 629	5 026 069 283
104		4	831 779 068	513 358 119	361 133 743
104		5	11 622 349 776	4 396 350 376	192 584 958

Total 104			26 191 707 262	12 777 601 694	6 730 512 699
105	Pilotage stratégique de l'administration présidentielle	3	1 084 669 910	563 836 627	418 598 182
105		5	177 724 393	162 230 685	41 962 914
Total 105			1 262 394 303	726 067 312	460 561 096
106	Coordination de programmes spécifiques avec les partenaires techniques et financiers (PTF)	3	3 122 688 099	1 566 607 789	1 265 501 957
106		4	600 000 000	600 000 000	600 000 000
106		5	112 974 380 694	8 082 320 410	4 536 943 260
Total 106			116 697 068 793	10 248 928 199	6 402 445 217
107	Sécurité et sureté de la Présidence de la République	3	8 249 166 690	5 468 290 916	5 075 287 778
107		5	1 181 200 000	1 118 638 500	886 482 031
Total 107			9 430 366 690	6 586 929 416	5 961 769 809

231	Coordination et Pilotage Stratégique du Secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du développement agricole durable(Initiative3N)	3	562 581 201	225 162 849	101 353 117
231		4	488 800 000	168 788 160	89 000 000
231		5	4 931 725 000	58 780 150	0
Total 231			5 983 106 201	452 731 159	190 353 117
108	Développement de l'enseignement supérieur	2	843 750 000	415 897 168	0
108		3	244 257 000	116 675 000	67 869 921
108		4	16 185 121 000	10 411 816 054	10 405 829 894
108		5	2 573 939 150	1 072 516 977	1 035 500 884
Total 108			19 847 067 150	12 016 905 199	11 509 200 699
109	Développement de la recherche et de l'innovation	2	632 813 000	311 923 122	0
109		3	77 807 000	17 403 000	10 040 000
109		4	113 760 000	52 926 400	36 005 700
109		5	100 000 000	55 000 000	0
Total 109			924 380 000	437 252 522	46 045 700

110	Pilotage et administration de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	2	2 742 187 743	1 351 665 916	460 865 675
110		3	454 568 771	172 244 225	150 843 324
110		4	28 364 992 695	15 116 467 061	15 087 646 346
110		5	40 000 967	30 000 967	14 452 788
Total 110			31 601 750 176	16 670 378 169	15 713 808 133
807	DOTATION-COUR CONSTITUTIONNELLE	2	303 382 239	225 387 266	41 764 109
807		3	305 183 990	115 667 339	110 346 386
807		4	19 212 298	8 261 289	2 950 155
807		5	92 356 667	35 095 533	0
Total 807			720 135 194	384 411 427	155 060 650
111	Pilotage et administration de la politique des postes et des télécommunications	2	650 690 020	483 407 481	95 149 138
111		3	54 045 424	39 667 077	33 336 236
111		4	45 074 919	25 241 955	9 014 000
111		5	2 840 000	568 000	0
Total 111			752 650 363	548 884 513	137 499 374

112	Développement des infrastructures des télécommunications	5	12 700 000 000	5 200 568 000	0
Total 112			12 700 000 000	5 200 568 000	0
113	Développement des infrastructures et des services postaux	3	40 400 000	0	0
Total 113			40 400 000	0	0
114	Promotion de la Jeunesse	3	95 179 000	60 924 000	60 924 000
114		4	132 576 000	78 689 793	78 617 585
114		5	193 145 179	97 544 133	43 470 487
Total 114			420 900 179	237 157 926	183 012 072
115	Développement du sport et des infrastructures sportives	4	92 682 000	51 512 215	51 512 215
115		5	311 817 000	67 817 000	67 817 000
Total 115			404 499 000	119 329 215	119 329 215
116	Pilotage et administration des politiques de la jeunesse et des sports	2	654 293 618	486 084 649	236 959 962
116		3	268 269 231	91 697 835	42 114 191

116		4	208 528 208	113 904 707	109 587 200
116		5	11 000 000	0	0
Total 116			1 142 091 057	691 687 191	388 661 353
810	DOTATION-COMMISSION NATIONALE DES DROITS HUMAINS	2	117 307 995	57 822 890	52 449 006
810		3	190 024 000	72 020 720	68 107 249
810		4	6 463 479	2 779 297	196 787
810		5	69 367 759	51 103 967	37 614 959
Total 810			383 163 233	183 726 874	158 368 001
117	Développement et modernisation de l'enseignement et formation technique et professionnel (EFTP)	2	2 496 676 114	2 326 742 432	315 209 376
117		3	4 719 736 649	524 923 624	347 011 477
117		4	3 082 872 809	2 453 852 718	2 424 155 971
Total 117			10 299 285 572	5 305 518 774	3 086 376 824

118	Insertion et accompagnement des sortants de l'enseignement et formation technique et professionnel (EFTP)	2	365 171 055	0	0
118		3	69 926 953	14 815 543	8 415 274
118		4	25 000 000	0	0
118		5	179 289 000	0	0
Total 118			639 387 008	14 815 543	8 415 274
119	Pilotage et Administration de l'enseignement et formation technique et professionnel (EFTP)	2	318 519 247	0	0
119		3	861 637 669	64 201 438	33 951 480
119		4	2 341 412 708	1 271 117 925	1 235 117 925
119		5	14 197 524 563	3 155 038 200	136 931 174
Total 119			17 719 094 187	4 490 357 563	1 406 000 579
120	Renforcement de l'action diplomatique	3	367 250 000	102 141 744	101 283 225
120		4	17 380 000	17 380 000	15 815 331
120		5	697 408 776	645 958 611	644 382 790
Total 120			1 082 038 776	765 480 355	761 481 346

121	Protection des intérêts, assistance, défense, protection des nigériens de l'Extérieur	2	1 259 556 669	0	0
121		3	115 285 329	60 000 000	40 271 600
121		5	150 000 000	0	0
Total 121			1 524 841 998	60 000 000	40 271 600
123	Pilotage et administration des politiques extérieures	2	6 000 000 000	4 204 051 556	2 986 494 630
123		3	6 038 457 639	5 119 449 324	3 159 716 399
123		4	400 500 000	218 000 000	0
123		5	127 701 855	88 584 666	41 256 592
Total 123			12 566 659 494	9 630 085 546	6 187 467 621
124	Planification, coordination et évaluation des politiques publiques	2	89 245 982	43 990 698	8 872 173
124		3	40 268 000	3 725 000	0
124		5	291 724 703	103 312 349	37 841 420
Total 124			421 238 685	151 028 047	46 713 593
125	Programmation du développement	2	181 691 654	151 131 876	106 352 590
125		3	31 174 572	0	0

125		4	400 000	0	0
125		5	20 615 676 498	459 476 373	163 242 603
Total 125			20 828 942 724	610 608 249	269 595 193
126	Gestion macroéconomique	2	86 144 740	42 462 048	0
126		3	27 759 848	0	0
126		5	4 596 323 279	61 551 500	35 904 592
Total 126			4 710 227 867	104 013 548	35 904 592
127	Pilotage et administration de la planification du développement	2	99 197 672	48 896 036	0
127		3	753 703 134	340 246 178	311 176 344
127		4	44 927 408	14 504 770	0
127		5	12 546 835 189	84 942 652	40 377 460
Total 127			13 444 663 403	488 589 636	351 553 804
128	Pilotage et administration de la politique de défense nationale	2	49 668 831 550	41 305 808 292	28 646 295 486
128		3	3 722 500 000	2 390 700 000	902 837 073
128		4	200 000 000	166 500 000	128 424 234
128		5	579 000 000	556 000 000	0
Total 128			54 170 331 550	44 419 008 292	29 677 556 793
129	Sécurisation du territoire national	2	10 000 000	0	0
129		3	18 975 000 000	7 004 266 886	5 007 046 666

129		4	3 400 000 000	2 202 624 234	2 200 000 000
129		5	50 204 000 000	21 918 355 665	19 977 045 126
Total 129			72 589 000 000	31 125 246 785	27 184 091 792
130	Contribution à la consolidation de la paix	3	672 056 522	550 556 522	275 028 464
130		4	146 773 523	131 773 523	70 386 762
130		5	42 369 955	41 169 955	15 834 979
Total 130			861 200 000	723 500 000	361 250 205
816	DOTATION-CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	2	1 313 210 160	323 650 600	57 164 460
816		3	249 964 810	159 432 431	157 864 884
816		4	9 338 164	2 521 304	0
816		5	10 676 481	2 135 296	518 483
Total 816			1 583 189 615	487 739 631	215 547 827
131	Pilotage et administration du secteur de la Justice	2	401 021 490	98 834 787	0
131		3	429 953 500	196 346 026	171 571 507
131		5	1 092 419 722	256 000 000	176 349 925
Total 131			1 923 394 712	551 180 813	347 921 432
132	Promotion de l'accès à la justice	2	5 515 129 037	1 359 245 362	1 071 835 983
132		3	626 810 000	191 546 588	129 647 137
132		4	340 000 000	187 320 137	187 320 137
132		5	452 940 000	154 662 786	64 788 745
Total 132			6 934 879 037	1 892 774 873	1 453 592 002

133	Humanisation du milieu carcéral	2	70 331 999	17 333 854	0
133		3	1 426 360 000	936 465 000	926 986 670
133		5	2 779 658 190	2 235 442 974	1 214 798 226
Total 133			4 276 350 189	3 189 241 828	2 141 784 896
134	Promotion et protection des droits humains	2	194 414 163	47 914 844	0
134		3	98 747 421	33 299 577	20 014 478
134		4	73 575 378	44 282 075	37 375 673
134		5	51 500 000	18 000 000	2 244 458
Total 134			418 236 962	143 496 496	59 634 609
818	DOTATION-CABINET DU MEDiateUR DE LA REPUBLIQUE	2	145 584 435	107 641 164	25 240 693
818		3	103 845 523	45 688 341	45 687 147
818		4	11 282 345	4 851 408	4 705 175
818		5	17 672 209	6 715 440	6 598 550
Total 818			278 384 512	164 896 353	82 231 565
820	DOTATION-COUR DE CASSATION	2	14 131 967	10 498 852	3 480 000
820		3	164 352 237	88 265 708	84 281 885
820		4	9 483 052	4 077 712	0
820		5	88 782 819	88 782 819	1 297 100
Total 820			276 750 075	191 625 091	89 058 985
821	DOTATION-CONSEIL D'ETAT	2	53 129 390	39 470 630	15 103 584
821		3	165 162 629	62 598 047	49 618 871

821		4	5 255 196	2 259 734	0
821		5	56 934 650	21 635 167	15 498 917
Total 821			280 481 865	125 963 578	80 221 372
135	Renforcement de la gouvernance de la Cour	2	207 830 396	103 178 976	70 437 719
135		3	42 961 001	22 735 490	13 925 400
135		4	37 000 000	19 716 110	15 000 000
Total 135			287 791 397	145 630 576	99 363 119
136	Renforcement du dispositif institutionnel, organisationnel et des relations avec les parties prenantes externes	3	153 321 662	131 336 181	68 951 826
136		4	13 478 223	13 435 445	11 678 929
136		5	110 268 385	110 268 385	0
Total 136			277 068 270	255 040 011	80 630 755
137	Amélioration de la qualité des contrôles	3	66 123 000	23 110 702	9 516 470
Total 137			66 123 000	23 110 702	9 516 470

138	Développement des prestations de service des médias	4	971 042 932	553 363 808	553 363 808
138		5	791 560 000	239 923 714	188 278 983
Total 138			1 762 602 932	793 287 522	741 642 791
139	Amélioration des conditions de participation des acteurs aux actions de développement	4	176 000 000	132 817 480	132 817 480
139		5	96 000 000	5 000 000	4 998 000
Total 139			272 000 000	137 817 480	137 815 480
140	Pilotage et administration de la politique de communication	2	550 515 626	228 081 407	9 874 324
140		3	114 677 410	36 696 772	35 054 370
140		4	72 000 000	39 692 753	39 692 753
140		5	19 564 866	0	0
Total 140			756 757 902	304 470 932	84 621 447

141	Pilotage et administration des politiques de sécurité intérieure et de l'administration du territoire	2	1 561 047 002	998 018 122	513 610 268
141		3	2 659 274 124	1 388 404 304	1 296 705 024
141		4	598 621 518	434 152 581	434 152 581
141		5	6 554 487 799	5 551 727 686	4 782 283 878
Total 141			11 373 430 443	8 372 302 693	7 026 751 751
142	Amélioration de la gestion des affaires intérieures	2	133 578 930	133 578 930	0
142		3	243 513 748	208 378 184	121 778 184
142		4	565 729 771	388 011 065	385 239 438
142		5	15 245 923 191	3 443 836 810	3 437 913 619
Total 142			16 188 745 640	4 173 804 989	3 944 931 241
143	Amélioration de l'offre de sécurité publique	2	33 023 671 751	5 124 675 393	3 084 427 377
143		3	9 749 048 693	4 700 412 942	4 499 683 429
143		4	1 497 596 763	621 665 539	611 005 930
143		5	14 130 565 337	2 755 935 759	1 195 357 099
Total 143			58 400 882 544	13 202 689 633	9 390 473 835

144	Amélioration de la gestion des entités déconcentrées et décentralisées	2	561 754 452	561 754 452	0
144		3	197 000 000	62 447 775	62 447 773
144		4	3 375 000 000	1 260 153 453	1 260 153 453
144		5	8 991 959 469	1 638 332 000	445 000 000
Total 144			13 125 713 921	3 522 687 680	1 767 601 226
145	Valorisation du patrimoine culturel matériel et immatériel	3	40 691 171	0	0
145		4	108 001 664	61 479 674	61 479 600
145		5	119 665 823	113 621 200	0
Total 145			268 358 658	175 100 874	61 479 600
146	Développement artistique et promotion des talents de la nation	3	69 178 000	21 674 510	17 179 215
146		4	338 195 088	192 663 037	192 662 107
146		5	118 590 292	70 000 000	0
Total 146			525 963 380	284 337 547	209 841 322
148	Pilotage et administration de la politique de modernisation sociale	2	506 374 738	376 193 471	37 468 451

148		3	101 320 781	66 972 963	48 387 424
148		4	154 588 411	98 082 786	69 852 800
148		5	85 602 930	85 602 930	24 000 000
Total 148			847 886 860	626 852 150	179 708 675
149	Pilotage et administration de la politique des enseignements secondaires	2	7 393 101 000	5 330 715 706	1 705 150
149		3	924 051 000	591 710 637	441 196 481
149		4	1 871 291 000	1 525 530 500	1 254 680 780
149		5	1 777 768 425	306 613 352	40 892 500
Total 149			11 966 211 425	7 754 570 195	1 738 474 911
150	Développement de l'accès et de l'équité aux cycles de base 2 et moyen	3	390 534 000	350 534 000	337 437 485
150		4	12 423 607 268	8 056 958 460	7 868 350 230
150		5	2 102 727 000	522 988 980	272 075 226
Total 150			14 916 868 268	8 930 481 440	8 477 862 941
151	Amélioration de la qualité des enseignements	2	16 974 000 062	12 771 973 136	4 650 433 539
151		3	3 962 342 766	3 526 031 525	3 238 478 344
151		4	563 959 000	44 635 000	44 635 000
151		5	1 309 696 549	4 356 000	3 391 760
Total 151			22 809 998 377	16 346 995 661	7 936 938 643

152	Pilotage et administration de la politique énergétique	2	431 622 712	106 376 690	0
152		3	82 186 158	36 618 186	25 074 724
152		4	272 687 752	137 781 638	112 655 000
152		5	433 829 882	155 531 252	92 716 117
Total 152			1 220 326 504	436 307 766	230 445 841
153	Amélioration de l'offre en énergie électrique	5	3 571 302 202	35 600 000	17 000 000
Total 153			3 571 302 202	35 600 000	17 000 000
154	Amélioration de l'accès aux services énergétiques	3	5 000 000	0	0
154		5	10 000 000	8 000 000	7 990 000
Total 154			15 000 000	8 000 000	7 990 000
155	Pilotage et administration de la politique industrielle	2	246 357 097	183 022 422	0
155		3	35 000 000	16 073 000	14 702 326
155		5	81 000 000	32 400 000	15 773 948
Total 155			362 357 097	231 495 422	30 476 274
156	Création et pérennisation des unités industrielles	3	40 975 000	11 036 500	6 957 915
156		4	90 315 000	30 286 274	30 286 274
Total 156			131 290 000	41 322 774	37 244 189

157	Accompagnement de l'activité industrielle	3	10 000 000	9 000 000	7 730 816
157		4	118 710 000	47 052 976	47 052 976
Total 157			128 710 000	56 052 976	54 783 792
158	Promotion de l'emploi	2	29 383 409	22 630 511	2 475 175
158		3	6 629 020	0	0
158		4	237 434 000	91 323 623	75 599 021
Total 158			273 446 429	113 954 134	78 074 196
159	Promotion de l'application des normes du travail	2	146 917 042	68 216 809	0
159		3	130 405 189	89 397 000	89 397 000
159		4	86 801 040	81 000 000	81 000 000
Total 159			364 123 271	238 613 809	170 397 000
160	Protection sociale de la population	2	29 283 409	22 630 511	0
160		3	1 817 721	0	0
160		4	79 046 190	45 722 612	34 129 835
Total 160			110 147 320	68 353 123	34 129 835
161	Pilotage et administration des politiques d'emploi, de travail et de protection sociale	2	161 708 745	111 770 963	43 554 145
161		3	60 655 819	56 872 479	46 110 817

161		5	17 632 663	4 760 819	0
Total 161			239 997 227	173 404 261	89 664 962
162	Pilotage et administration de la fonction publique et de la réforme administrative	2	546 519 232	539 424 088	107 971 457
162		3	70 073 893	33 861 729	23 486 341
162		4	269 500 000	193 363 231	124 000 000
162		5	74 749 579	9 506 509	0
Total 162			960 842 704	776 155 557	255 457 798
163	Développement des capacités de gestion des ressources humaines de l'Etat	2	484 133 783	120 379 031	0
163		3	133 511 090	41 686 714	26 566 827
163		4	81 505 090	81 261 000	56 061 000
163		5	17 038 000	15 276 137	0
Total 163			716 187 963	258 602 882	82 627 827
164	Développement du système d'information de la gestion des ressources humaines de l'Etat	2	63 701 813	0	0

164		3	600 000	0	0
Total 164			64 301 813	0	0
165	Pilotage et administration de la politique de l'entrepreneuriat des jeunes	3	27 797 300	6 397 776	5 451 859
165		5	49 302 390	13 311 646	0
Total 165			77 099 690	19 709 422	5 451 859
166	Développement de l'environnement de l'Entrepreneuriat	3	21 752 000	9 458 000	9 455 080
Total 166			21 752 000	9 458 000	9 455 080
168	Pilotage et administration de la politique de gestion des finances publiques	2	22 954 002 405	11 395 688 512	2 383 201 999
168		3	3 528 078 266	1 670 413 539	1 394 848 209
168		4	666 400 106	352 824 387	328 113 021
168		5	13 537 699 411	802 239 966	361 322 647
Total 168			40 686 180 188	14 221 166 404	4 467 485 876

169	Elaboration du budget, gestion de la dépense et comptabilité publique	3	5 387 926 918	3 232 592 586	2 655 317 458
169		4	13 907 241 340	8 712 367 073	5 564 163 238
169		5	679 930 508	321 370 444	185 449 275
Total 169			19 975 098 766	12 266 330 103	8 404 929 971
170	Mobilisation des ressources	3	3 242 254 785	1 403 778 882	1 060 438 350
170		5	5 939 190 610	4 609 130 356	2 506 068 518
Total 170			9 181 445 395	6 012 909 238	3 566 506 868
171	Régulation du financement de l'économie	3	816 159 153	399 687 379	237 073 929
171		4	1 500 000 000	559 532 049	308 440 000
171		5	5 978 397 770	3 848 344 390	1 776 354 750
Total 171			8 294 556 923	4 807 563 818	2 321 868 679
172	Coordination des interventions humanitaires et de gestion des catastrophes	2	120 901 632	60 022 532	0
172		3	36 637 325	22 251 663	10 450 000
172		5	43 102 390	22 186 076	18 980 784
Total 172			200 641 347	104 460 271	29 430 784

173	Amélioration de l'efficacité du dispositif et des réponses apportées en situation d'urgences humanitaires	3	4 740 851	0	0
173		4	6 985 482	3 324 628	0
173		5	1 500 000	0	0
Total 173			13 226 333	3 324 628	0
174	Renforcement des mécanismes de prévention, d'alertes aux catastrophes et de transferts des risques	3	5 806 211	0	0
174		5	1 200 000	0	0
Total 174			7 006 211	0	0

175	Appui au relèvement précoce et au renforcement de la résilience des communautés affectées par les crises	3	2 364 913	0	0
175		4	2 000 000	0	0
175		5	3 500 000	0	0
Total 175			7 864 913	0	0
176	Promotion des institutions démocratiques, fortes, crédibles et durables	3	45 734 000	40 899 000	17 080 250
176		5	45 000 000	37 000 000	20 228 345
Total 176			90 734 000	77 899 000	37 308 595
177	Pilotage et administration de la politique du ministère chargé des relations avec les institutions	2	51 505 920	38 264 528	683 221
177		3	46 576 324	36 567 695	28 126 285
177		4	4 492 741	1 931 879	1 930 000

177		5	16 473 383	8 359 886	8 358 518
Total 177			119 048 368	85 123 988	39 098 024
178	Pilotage et administration de la politique de la ville et de la salubrité	3	75 674 993	33 338 586	19 582 857
178		5	154 574 783	154 541 040	4 541 040
Total 178			230 249 776	187 879 626	24 123 897
179	Planification et modernisation des villes	3	9 973 892	0	0
179		5	11 000 000 000	10 995 033 743	10 526 737 280
Total 179			11 009 973 892	10 995 033 743	10 526 737 280
180	Amélioration de la qualité de vie du citoyen	3	18 534 196	0	0
Total 180			18 534 196	0	0
181	Amélioration de la compétitivité du tourisme	3	36 500 000	0	0
181		4	73 875 000	26 015 524	24 378 833
181		5	97 798 000	0	0
Total 181			208 173 000	26 015 524	24 378 833
182	Amélioration de la compétitivité de l'artisanat	3	21 050 000	1 500 000	0
182		4	85 189 000	43 507 636	39 497 140

182		5	145 000 000	56 006 960	55 992 000
Total 182			251 239 000	101 014 596	95 489 140
183	Pilotage et administration de la politique du Tourisme et de l'Artisanat	2	159 909 000	118 798 820	36 811 143
183		3	88 141 000	45 121 120	34 664 756
183		4	173 400 000	68 528 880	66 028 880
183		5	14 450 000	13 450 000	10 363 393
Total 183			435 900 000	245 898 820	147 868 172
184	Pilotage et administration de la politique du commerce et de promotion du secteur privé	2	905 636 710	223 201 033	136 915 656
184		3	360 500 000	157 085 920	136 919 751
184		4	25 000 000	12 770 000	10 370 000
184		5	28 600 000	28 600 000	28 592 963
Total 184			1 319 736 710	421 656 953	312 798 370
185	Promotion du commerce	3	53 456 000	2 860 000	0
185		4	468 850 000	192 786 000	142 786 000
185		5	17 090 000 000	8 860 022 000	8 775 022 000
Total 185			17 612 306 000	9 055 668 000	8 917 808 000
186	Promotion du secteur privé	3	7 000 000	4 000 000	2 276 000

186		4	150 000 000	70 000 000	70 000 000
Total 186			157 000 000	74 000 000	72 276 000
187	Développement des services de Transport de surface	2	430 689 000	211 347 278	74 210 097
187		3	32 000 000	7 850 000	4 209 675
187		4	90 610 000	65 727 839	54 467 839
187		5	375 000 000	0	0
Total 187			928 299 000	284 925 117	132 887 611
188	Amélioration de la performance des activités du transport aérien	4	374 441 000	140 110 721	120 090 719
188		5	289 000 000	240 040 000	0
Total 188			663 441 000	380 150 721	120 090 719
189	Réduction des effets néfastes de la variabilité et changement climatiques	2	23 753 000	11 792 250	0
Total 189			23 753 000	11 792 250	0
190	Pilotage et administration des politiques de transports	2	244 183 000	123 698 150	5 571 237
190		3	223 235 000	99 348 700	47 707 883
190		4	58 000 000	58 000 000	57 681 250

190		5	42 600 000	42 600 000	22 158 730
Total 190			568 018 000	323 646 850	133 119 100
191	Pilotage et administration des politiques de l'agriculture et de l'élevage	2	1 061 522 779	1 061 522 779	564 969 269
191		3	1 001 762 806	489 382 920	420 893 694
191		4	1 378 871 742	696 727 683	681 795 959
191		5	6 856 431 183	427 109 462	326 215 380
Total 191			10 298 588 510	2 674 742 844	1 993 874 302
192	Développement des productions végétales	2	3 547 838 028	0	0
192		3	901 957 699	242 636 517	241 905 200
192		4	531 214 198	284 219 590	283 731 018
192		5	76 941 833 677	5 769 810 363	5 451 017 290
Total 192			81 922 843 602	6 296 666 470	5 976 653 508
193	Développement des productions animales	2	2 675 458 356	0	0
193		3	113 734 346	61 400 000	37 276 727
193		4	215 256 733	199 391 975	199 204 514
193		5	12 721 650 606	1 815 950 546	1 549 487 565
Total 193			15 726 100 041	2 076 742 521	1 785 968 806

194	Pilotage et administration des politiques de développement communautaire et aménagement du territoire	2	852 712 580	423 335 625	48 013 260
194		3	367 269 157	157 110 603	136 323 488
194		4	46 136 091	45 793 642	27 242 676
194		5	15 427 617 025	80 274 223	77 426 800
Total 194			16 693 734 853	706 514 093	289 006 224
195	Aménagement du territoire	2	87 987 908	43 682 264	0
195		3	14 700 000	0	0
195		5	116 751 057	32 843 896	22 100 000
Total 195			219 438 965	76 526 160	22 100 000
196	Développement régional, local et communautaire	2	80 323 860	39 877 388	0
196		3	27 175 000	3 797 000	3 595 800
196		4	256 395 656	117 626 445	117 626 445
196		5	2 022 740 447	36 651 598	8 477 700
Total 196			2 386 634 963	197 952 431	129 699 945

197	Pilotage et administration de la politique du secteur pétrolier	2	205 424 499	91 729 127	81 128 214
197		3	121 520 000	83 859 066	69 395 035
197		4	7 000 000	5 076 166	2 564 958
197		5	124 424 499	71 000 000	56 553 560
Total 197			458 368 998	251 664 359	209 641 767
198	Prospection, recherche et exploitation des hydrocarbures	2	107 310 680	0	0
198		3	85 933 000	21 950 540	5 642 504
198		4	13 000 000	0	0
198		5	113 533 000	50 500 000	6 117 492
Total 198			319 776 680	72 450 540	11 759 996
199	Valorisation, transport et distribution des hydrocarbures	2	59 455 144	0	0
199		3	107 500 000	23 891 000	4 744 432
199		4	7 000 000	4 913 834	612 888
199		5	188 500 000	49 083 000	17 653 150
Total 199			362 455 144	77 887 834	23 010 470

200	Pilotage et administration de la politique de l'équipement	2	361 362 693	161 102 297	145 336 243
200		3	120 376 873	65 307 116	63 922 827
200		4	297 325 000	297 325 000	189 921 205
200		5	150 000 000	150 000 000	34 836 964
Total 200			929 064 566	673 734 413	434 017 239
201	Développement des infrastructures routières et ferroviaires	2	159 203 119	109 236 816	0
201		3	11 704 960	1 500 000	1 500 000
201		5	83 207 010 649	7 700 000 000	5 485 122 751
Total 201			83 377 918 728	7 810 736 816	5 486 622 751
202	Désenclavement des zones rurales	2	182 271 868	113 922 284	0
202		3	11 377 097	1 500 000	1 500 000
202		5	12 349 730 000	2 506 624 695	2 428 118 359
Total 202			12 543 378 965	2 622 046 979	2 429 618 359
203	Préservation et entretien des infrastructures de transport	2	441 544 737	179 822 047	0
203		3	19 177 060	0	0
203		4	3 703 565 041	1 206 754 084	215 334 934
203		5	48 725 375 969	149 863 932	0
Total 203			52 889 662 807	1 536 440 063	215 334 934

204	Pilotage et administration de la politique minière	2	207 355 000	51 104 212	16 825 189
204		3	62 500 000	32 010 000	29 148 420
204		4	188 000 000	98 548 000	98 378 550
204		5	22 500 000	17 650 000	12 390 458
Total 204			480 355 000	199 312 212	156 742 617
205	Amélioration de la connaissance du potentiel minéral	4	114 000 000	59 722 000	59 722 000
205		5	135 000 000	20 000 000	10 000 000
Total 205			249 000 000	79 722 000	69 722 000
206	Diversification de la production minérale et des partenaires	2	317 879 000	78 343 689	57 847 436
206		3	32 500 000	7 890 000	2 108 012
206		4	2 000 000	0	0
206		5	69 000 000	52 950 000	19 808 437
Total 206			421 379 000	139 183 689	79 763 885
207	Pilotage et administration de la politique de l'environnement	2	3 742 709 030	1 844 838 030	661 546 130
207		3	464 579 696	272 997 893	236 519 273

207		4	93 361 223	83 611 158	50 850 782
207		5	358 826 179	203 656 712	127 983 910
Total 207			4 659 476 128	2 405 103 793	1 076 900 095
208	Gestion durable des terres et des eaux	3	66 000 000	16 750 000	13 280 830
208		4	685 768 000	251 414 409	179 914 409
208		5	4 129 789 000	567 069 236	567 069 226
Total 208			4 881 557 000	835 233 645	760 264 465
209	Environnement et amélioration du cadre de vie	3	767 567 788	155 125 000	136 831 480
209		5	168 952 000	38 417 924	22 407 320
Total 209			936 519 788	193 542 924	159 238 800
210	Accès et équité de l'éducation primaire	2	642 077 486	491 161 644	81 412 109
210		3	605 354 000	191 491 000	150 000 000
210		4	1 367 961 000	736 958 578	730 152 033
210		5	6 661 842 043	2 124 915 811	2 076 283 200
Total 210			9 277 234 529	3 544 527 033	3 037 847 342
211	Qualité de l'éducation	2	51 327 336 000	38 131 856 156	4 635 193 086
211		3	2 608 167 640	2 398 426 640	2 042 466 755
211		4	38 081 343 863	25 244 077 120	25 236 424 595
211		5	9 375 981 649	4 053 000	0
Total 211			101 392 829 152	65 778 412 916	31 914 084 436

212	Alphabétisation et éducation non formelle	2	9 623 966 000	7 135 637 720	0
212		3	890 443 000	252 670 000	158 168 200
212		5	489 159 600	2 400 000	0
Total 212			11 003 568 600	7 390 707 720	158 168 200
213	Pilotage et administration de la politique de l'enseignement primaire	2	2 566 391 000	1 906 610 786	0
213		3	1 713 456 470	538 244 135	303 196 155
213		4	22 156 000	16 000 000	11 288 400
213		5	4 871 445 400	687 765 000	208 488 000
Total 213			9 173 448 870	3 148 619 921	522 972 555
214	Accès à l'eau potable	2	1 043 826 000	741 167 915	182 195 957
214		3	11 880 000	0	0
214		5	37 588 536 739	1 147 167 179	755 134 799
Total 214			38 644 242 739	1 888 335 094	937 330 756
215	Hygiène et Assainissement	2	112 089 000	46 081 238	0
215		3	5 580 000	0	0
215		5	14 438 211 277	13 863 258 453	8 913 293 373
Total 215			14 555 880 277	13 909 339 691	8 913 293 373

216	Pilotage et administration des politiques de l'hydraulique et de l'assainissement	2	983 253 732	801 971 732	185 331 020
216		3	500 307 421	203 626 798	155 404 516
216		4	13 379 883	6 916 965	4 418 000
216		5	504 401 257	200 404 739	17 011 836
Total 216			2 001 342 293	1 212 920 234	362 165 372
217	Pilotage et administration de la politique de santé	2	25 892 885 045	12 854 719 079	4 053 631 971
217		3	4 620 040 968	2 168 227 749	1 665 032 083
217		4	11 124 404 831	3 637 154 573	2 281 307 418
217		5	16 030 673 422	4 838 000 000	4 495 889 046
Total 217			57 668 004 266	23 498 101 401	12 495 860 518
218	Amélioration de l'état de santé de la population	3	208 100 000	0	0
218		4	27 601 313 379	13 500 445 459	13 500 136 826
218		5	2 230 521 278	959 634 576	149 632 266
Total 218			30 039 934 657	14 460 080 035	13 649 769 092

219	Amélioration de la qualité des prestations de soins et services de santé	4	1 619 752 558	1 204 791 143	714 767 520
219		5	24 270 624 410	100 000 000	72 087 574
Total 219			25 890 376 968	1 304 791 143	786 855 094
220	Promotion de la femme et du genre	3	167 460 000	28 204 869	0
220		4	72 748 402	30 862 260	0
220		5	969 336 423	82 299 213	0
Total 220			1 209 544 825	141 366 342	0
221	Protection et promotion des droits de l'enfant	3	11 800 000	7 500 000	0
221		4	53 000 000	15 264 648	0
221		5	8 092 433	8 092 383	0
Total 221			72 892 433	30 857 031	0
222	Pilotage et administration des politiques de promotion de la femme et de la protection de l'enfant	2	340 071 068	34 826 186	0
222		3	44 811 510	20 107 151	16 580 359
222		5	30 000 000	20 154 622	19 994 380
Total 222			414 882 578	75 087 959	36 574 739

223	Pilotage et administration de la politique des domaines et de l'habitat	2	44 292 911	21 802 546	0
223		3	184 058 213	84 788 887	63 977 154
223		5	45 782 234	5 000 000	4 989 313
Total 223			274 133 358	111 591 433	68 966 467
224	Habitat et construction	2	119 334 058	92 497 917	63 093 998
224		3	64 500 597	5 000 000	5 000 000
224		5	19 805 000 000	9 180 532 335	9 135 004 124
Total 224			19 988 834 655	9 278 030 252	9 203 098 122
225	Modernisation du cadastre	2	22 498 708	11 087 362	0
225		3	34 421 359	3 300 000	3 300 000
225		5	16 420 859	0	0
Total 225			73 340 926	14 387 362	3 300 000
229	Couvertures cartographiques du territoire	2	41 134 001	20 296 996	9 018 307
229		3	17 922 606	3 200 000	3 200 000
229		4	80 659 080	45 169 085	45 169 085
229		5	116 250 000	0	0
Total 229			255 965 687	68 666 081	57 387 392
226	Pilotage et administration de la politique de population	2	1 137 342 136	560 613 184	196 794 890
226		3	72 932 457	33 073 876	27 191 625

226		5	115 488 374	27 874 437	10 880 989
Total 226			1 325 762 967	621 561 497	234 867 504
227	Réduction de la croissance démographique	3	30 732 000	13 479 891	7 440 000
227		5	3 500 000 000	0	0
Total 227			3 530 732 000	13 479 891	7 440 000
228	Autonomisation des groupes vulnérables	4	190 179 592	70 366 450	52 663 346
Total 228			190 179 592	70 366 450	52 663 346
232	Charges communes	3	22 375 956 824	13 944 731 404	13 919 225 155
232		4	44 382 534 410	17 978 857 177	10 666 568 987
232		5	259 658 730 617	16 879 346 377	6 452 381 760
Total 232			326 417 221 851	48 802 934 958	31 038 175 902
233	Dettes publiques de l'Etat	1	250 617 395 081	189 638 622 304	10 387 791 939
Total 233			250 617 395 081	189 638 622 304	10 387 791 939
Total général			1 971 973 558 964	728 907 749 559	364 283 851 798

